

ÉTIQUETTE  
D'IDENTIFICATION

À compléter par le candidat

Ne rabattre le cache qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance

Concours externe - interne - professionnel - ou examen professionnel<sup>(1)</sup>

<sup>(1)</sup> Rayer les mentions inutiles

Pour l'emploi de : Personnels de catégorie C

Épreuve n° : 2

Matière : Ces notations

Date : 05/10/2021

Nombre d'intercalaires supplémentaires : 1

**Merci à Nadia  
pour le partage de sa copie  
pour le site  
Devenez-fonctionnaire.fr**

### À L'ATTENTION DU CANDIDAT

En dehors de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être totalement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel que nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute autre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

Il est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au stylo bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement. Une autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation de crayon surligneur est interdite.

Les étiquettes d'identification codes à barres, destinées à permettre à l'administration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées dans les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance.

## I Questions

- 1) L'intervention de l'État dans l'économie consiste en la mise en œuvre de la politique budgétaire comme instrument de politique économique et sociale. L'État intervient dans différents domaines des finances publiques notamment dans l'augmentation des dépenses publiques, dans la politique fiscale, dans la détention d'entreprises ou encore dans la hausse des dépenses publiques non financée par des ressources habituelles.
- 2) Le Ministère de l'Économie, des Finances et de la Balance est en charge de préparer et d'exécuter la politique économique et financière du Gouvernement.  
Par cela, plusieurs missions lui sont confiées qui s'exercent dans les domaines de l'économie, des finances, de la consommation et de la répression des fraudes ainsi qu'en matière d'industrie de services, des entreprises, de l'artisanat et du commerce.  
Ses principales compétences s'articulent autour de la politique de croissance, de la législation fiscale, la politique monétaire, le soutien aux nouvelles technologies ainsi que la propriété intellectuelle et le soutien aux activités touristiques.  
Enfin, sa politique est axée sur les priorités en matière de lutte contre la fraude dans trois domaines : la fraude fiscale, la fraude douanière et la fraude aux cotisations sociales.



3) Le plan de relance économique nommé "FRANCE RELANÉE" est un plan d'investissement d'une enveloppe de 100 milliards qui a pour but de soutenir l'économie sur deux ans pour permettre de retrouver un niveau d'activité économique d'avant la crise du COVID.

Les principales mesures de ce plan sont axées autour de trois pôles : la transition écologique, la compétitivité et la cohésion sociale et territoriale.

4) La mission de soutien aux entreprises confiée à la Direction générale des Finances publiques se concrétise par des mesures qui ont été mises en place, face à la crise du COVID-19, pour aider les entreprises notamment par la mise en place d'un fonds de solidarité, par des prêts garantis et par des reports d'échéances fiscales et sociales.

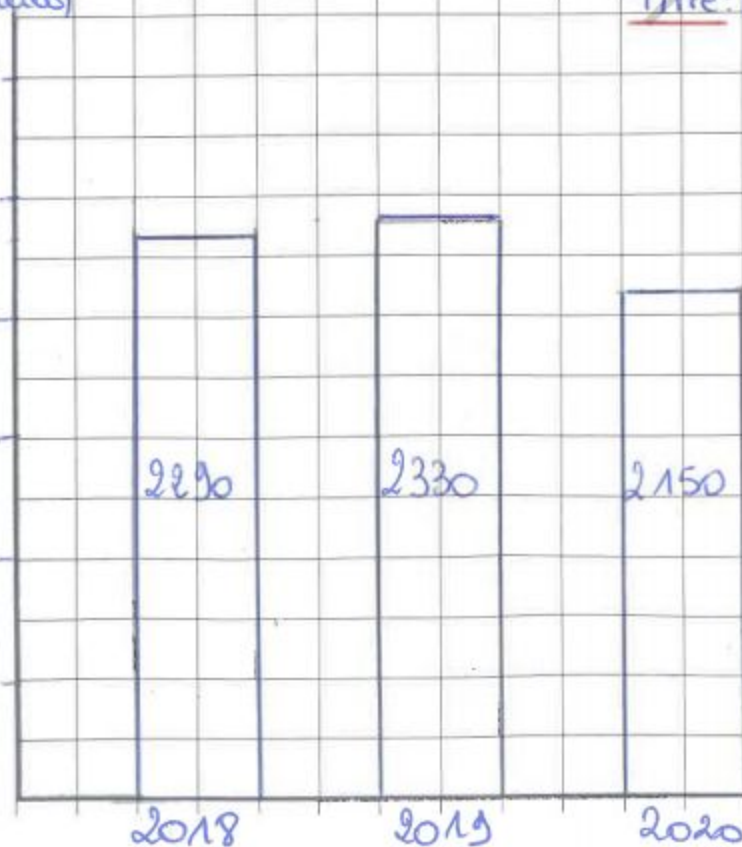
a)

PIB (en milliards)

## II. Applications

Titre: Evolution du PIB sur la période 2018-2020

3000  
2500  
2000  
1500  
1000  
500



Année



b) D'après ce graphique, on peut constater que de 2018 à 2019, le PIB a augmenté passant d'environ 2290 Milliards d'euros à 2332 Milliards d'euros.

Puis, à partir de l'année 2019, le PIB connaît une baisse, puisqu'il descend à environ 2150 Milliards d'euros.

c) la part représentative des dépenses de consommation finale dans le PIB pour 2020 :

$$\frac{1699,3}{2148,8} \times 100 = 79,08\%$$

d) Évolution en montant des biens et services importés sur la période 2010-2020 en % :

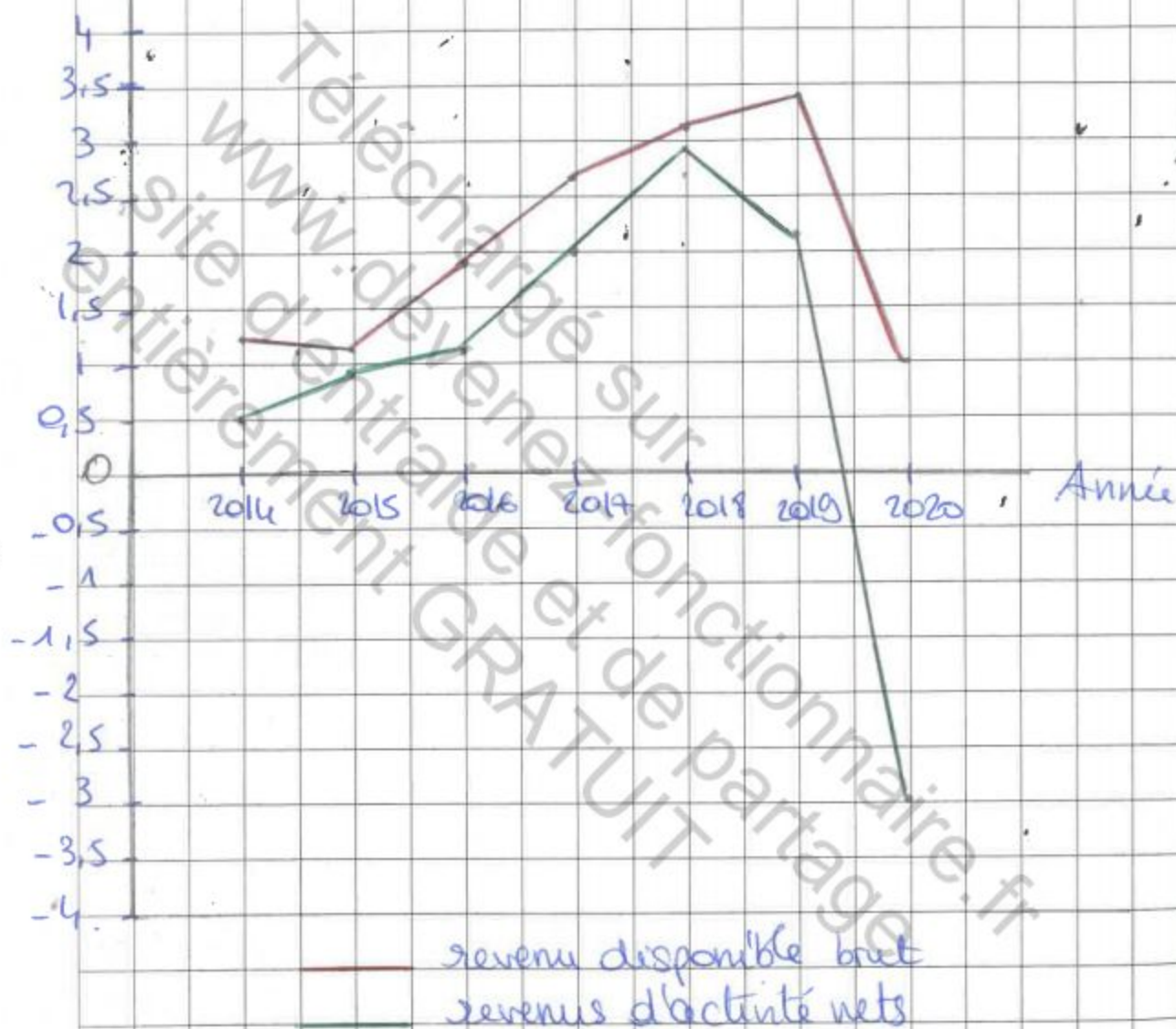
$$\frac{704,4 - 581,4}{581,4} \times 100 = 20,64\%$$



2-a)

Titre : Évolution des revenus d'activité nets et du revenu disponible brut des ménages sur 2014-2020.

Évolution  
(en %)



b) On observe une baisse nette à partir de 2018 pour les revenus d'activité nets. Concernant le revenu disponible brut, il baisse à partir de 2019.



3 a) Sur les deux dernières années, on constate que le taux d'épargne des Français a été le plus important pour l'année 2020. Cela s'explique par le fait de la pandémie mondiale qui avec des confinements successifs a eu pour conséquence de freiner la consommation et les dépenses des ménages.

b) Evolution des principaux placements financiers:

en montant:  $205,2 - 129,7 = 75,5$  euros  
 le montant a augmenté de 75,5 €  
 en %:  $\frac{205,2 - 129,7}{129,7} \times 100 = 58,2\%$   
 Le taux a augmenté de 58,2 %

c) La part cumulative des dépôts bancaires et de numéraire au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020:

T4 2020:  $95,8 + 66,8 = 162,6$  milliards d'euros  
 T4 2019:  $68,5 + 40,2 = 88,7$  milliards d'euros  
 l'évolution en %:

$$\frac{162,6 - 88,7}{88,7} \times 100 = 83\%$$

d).



### III - Résolution

La France est une république qui a des principes et valeurs, et de là découle le fait pour l'état d'aider et soutenir économiquement le pays surtout depuis la crise survenue au printemps 2020.

Comment l'intervention de l'état a permis au pays de ne pas sombrer économiquement ?

D'abord, il convient de voir les actions qui ont été mise en place par l'état pour soutenir l'économie, ensuite il serait opportun d'apporter une réflexion sur les mesures qui pourraient être mise en place pour dynamiser l'activité et construire un nouveau modèle de société.

#### I) Le soutien économique de l'état

Face à l'urgence de la crise sanitaire et à cette situation exceptionnelle, l'état a dû réfléchir à mettre en place des mesures d'aides économiques pour soutenir le pays.

Tout d'abord, l'état est venu en aide aux entreprises en mettant en place le fonds de solidarité pour lutter contre les fermetures administratives.

Les reports d'échéances fiscales et sociales ont permis aux entreprises de faire face à la situation difficile.



L'Etat a également contribué à aider les agriculteurs touchés par des sanctions douanières (notamment pour les viticulteurs). La mise en place du chômage partiel a également permis à de nombreux français de ne pas se retrouver dans des conditions de difficultés financières.

Mais nous pouvons voir quelques actions que l'Etat a mis en place pour aider à l'économie du pays, mais voyons comment l'Etat peut dynamiser l'activité et construire une nouvelle société.

## II) Construction d'un nouveau modèle de société grâce à l'Etat

Si en temps de crise, l'Etat a su réagir et proposer des solutions adéquates pour minimiser les dégâts économiques, il doit également penser à l'avenir et avoir des perspectives plus grandes, plus durables et sur du long terme.

L'idée du gouvernement de faire un plan de relance pour relancer l'économie notamment en basant sur des valeurs prometteuses telles que la transition écologique, renforcer la compétitivité et permettre la cohésion sociale et territoriale, est l'avenir du pays car cela permet de construire sur du long terme.



et de pouvoir faire face aux défis que pose notre planète.

Face à une crise sanitaire mondiale, la France a su proposer des actions pour soutenir l'économie et aider un grand nombre de français. Mais encore, faut-il bien repenser notre modèle économique pour faire face aux enjeux mondiaux qui nous attendent notamment climatiques et environnementaux.

entièrement gratuit et de partages  
gratuitement GRA TUIT  
fonctionnaire.fr